



REVUE DE PRESSE

Mardi 21 mai 2019

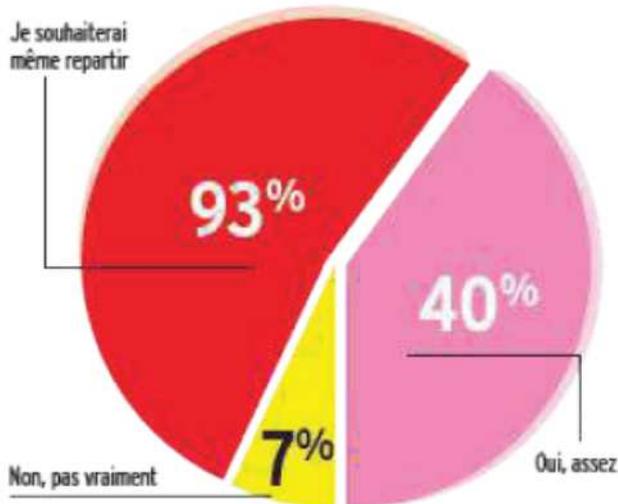


Vacances: la colo a encore la cote



93%
des enfants
ont unanimement
apprécié leur séjour
en colonie de vacances

Je souhaiterai
même repartir



Non, pas vraiment

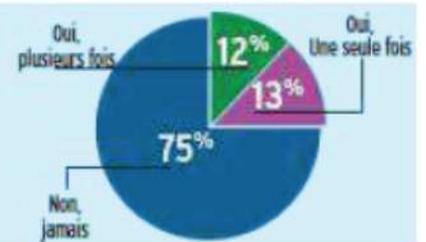
Oui, assez

Source : L'enquête a été menée sur:
un échantillon de 400 enfants âgés de 7 à 12 ans, un échantillon de 1003 parents d'enfants âgés de 7 à 12 ans.
Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 14 avril 2019.

Les aspects préférés du séjour



25%
des enfants de 7 à 12 ans
ont déjà participé
à une colonie de vacances



Maisons fissurées: l'interminable attente

”
Quand il fait chaud,
ça craque. Je passe
des nuits sans dormir.

■ Des sénateurs, dont Nicole Bonnefoy, mènent une mission sur l'indemnisation des risques climatiques

■ L'attente des sinistrés de la sécheresse est grande en Charente.

Lénaëlle SIMON
l.simon@charentelibre.fr

Les premières fissures sont apparues dès 2015. Guy Brossard les a colmatées les unes après les autres dans sa maison de Vouzan. Été après été, sécheresse après sécheresse, elles sont devenues si grandes qu'il a cessé de vouloir cacher la misère. Les plafonds des chambres sont traversés de fentes où l'on peut passer plusieurs doigts. «La nuit, on voit la lumière à travers les murs, raconte Chantal Brossard. Notre maison ne vaut plus rien, elle n'est pas vendable.» Le couple ne peut même plus ouvrir la porte d'entrée, le plafond s'est affaissé. «Il faudrait y aller au pied-de-biche.» Hormis regarder les plafonds et les sols se balafre, ces retraités ne peuvent rien faire. Malgré les dossiers déposés chaque année auprès des services de l'État par le maire, la commune n'a jamais obtenu la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. «Il faut respecter cinq critères. Ils nous en manque toujours», constate le maire, Thierry Hureau, qui décrypte la notice technique (indice d'humidité du sol superficiel, trimestre de fin de période, etc.) motivant le refus.

L'Élu, qui compte une dizaine de sinistrés, a contesté ces décisions par des recours gracieux. Débutés. «J'ai un budget de 420 000 €. Je n'ai pas les moyens d'attaquer l'État au tribunal administratif.» Il attend



Été après été, sécheresse après sécheresse, Chantal Brossard observe, dans sa maison de Vouzan, les plafonds des chambres se balafre.

Photo Renaud Joubert

beaucoup de la mission d'information menée par 27 sénateurs sur la gestion des risques climatiques (dont la sécheresse) et l'évolution des régimes d'indemnisation. Trois d'entre eux, dont Nicole Bonnefoy, étaient hier en Charente (lire ci-dessous) pour rencontrer des sinistrés et des maires. Désespérés.

100 000 € de travaux

Suite à la sécheresse de 2016, aucune commune n'a été classée en catastrophe naturelle. «Alors que deux rapports de l'Observatoire de l'eau, signés par le préfet, parlent d'une sécheresse exceptionnelle», pointe Bernard Burgaud, de l'Association des sinistrés sur les propriétés bâties de la Charente. En 2017 en revanche, quatorze communes l'ont eu, quinze ne l'ont pas eu. Ce qui crée un sentiment d'injustice entre des communes voisines et, d'une année sur l'autre, entre des riverains d'une même ville. À L'Isle-

d'Espagnac par exemple, 49 foyers ont déposé un dossier après la sécheresse de 2016, 21 l'année suivante. Charge aux services de la Ville et aux élus d'expliquer aux premiers qu'ils n'auront pas l'indemnisation espérée, auxquels les seconds pourront prétendre.

L'association des sinistrés dénombre 400 maisons touchées, pour lesquelles les travaux nécessaires s'élevaient entre 70 000 et 100 000 €. Or, tant que la catastrophe naturelle n'est pas reconnue, il est conseillé aux sinistrés de ne pas saisir leur assurance. Les discours sont même discordants, rapporte Bernard Burgaud. «On leur dit de ne rien faire tant que l'assurance n'est pas saisie, mais ensuite, on leur dit que s'ils avaient fait des travaux urgents, ça aurait coûté moins cher.» «Ce qui est dur, c'est de recevoir des gens en larmes, perdus, et de n'avoir aucun outil pour leur répondre. On travaille avec une machine à calcul, pas avec le cœur. Sur ce genre de dos-

siers, il faudrait faire du cas par cas», reprend Thierry Hureau. Même la salle de réunion de sa commune a vu ses sols, ses angles et ses plafonds se fissurer.

Dans la maison voisine des Brossard, Laura Beletier et son compagnon ont comblé l'immense rigole qui lacère la façade avec du béton. Peine perdue. Une seconde plaie, qui suit presque le même chemin, s'est invitée juste à côté.

Des nuits blanches

Alain Leroux, qui habite un autre hameau de la commune, est soumis aux caprices de la météo. «Dès que la pluie gorge d'eau l'argile, la maison bouge dans un sens, puis en sens inverse quand l'argile s'assèche, mais ça ne revient jamais à l'état initial.» Sa fosse septique, dont le niveau baisse ou monte de 10 centimètres, en a fait les frais. «Les canalisations ont cassé.» Tous les ans, il colmate comme il peut les plin-

thes, les sols, le haut des portes. «Cette maison, c'était mon rêve. C'est devenu le cauchemar de ma femme qui ne peut plus la voir.» En soulevant les dalles de sa terrasse, il s'est aperçu que les fissures touchaient même les fondations.

Autre ville, même argile, même problème. À Roumazières, Marie Argand ne comprend décidément pas pourquoi sa commune n'est pas classée en catastrophe naturelle. «L'assurance me dit que tant qu'on ne sera pas reconnu, ils ne feront rien.» Les premières fissures sont apparues en 2016. «J'ai fait un dossier en 2017, un autre en 2018. Et rien. On n'a même pas de courrier pour nous dire pourquoi on n'est pas classé. Tous les ans, ça s'aggrave. Quand il fait chaud, ça craque. Je passe des nuits sans dormir en me disant que ma maison va tomber.» Comme elle, 23 habitations sont endommagées à Terres-de-Haute-Charente, commune nouvelle à laquelle appartient Roumazières.

Législation

Les sénateurs à la manœuvre

Depuis janvier, 27 sénateurs mènent une mission d'information sur la gestion des risques climatiques et l'évolution des régimes d'indemnisation. Trois d'entre eux, le président, Michel Vaspard, le rapporteur, la Charentaise Nicole Bonnefoy, et Guillaume Gontard étaient en Charente hier. Ils ont rencontré élus et sinistrés et sont repartis avec un cahier de doléances plein. Bernard Burgaud, de l'association des sinistrés charentais, a soumis plusieurs pistes de réflexion. D'abord, revoir la composition de la commission interministérielle qui décide de classer ou non les communes en catastrophe naturelle. «Les assurances y siègent et ont une part importante de décision. Pourquoi les représentants des sinistrés n'y seraient pas?» Ensuite, «la sécheresse est reconnue sur une période

de trois mois alors que c'est un phénomène de plusieurs années.» Il suggère aussi «de supprimer l'article du code des assurances qui oblige les mairies à déclarer les sinistres dans les dix-huit mois.» «Il y a des maisons dont les fondations sont dans le vide, mais qui ne sont pas encore cassées.» Enfin, «on demande aux habitants de préciser la date du sinistre à une semaine près.» «Ce n'est pas comme une inondation, c'est impossible.» L'association a obtenu en justice que le ministère de l'Intérieur lui fournisse les documents motivant son refus de reconnaître l'état de catastrophe naturelle à quinze communes de Charente après la sécheresse de 2016. Elle y a découvert que «la commission traite 800 dossiers de communes en trois heures». Michel Vaspard mentionne un élément d'amélioration envisagé par la

mission. «Le périmètre des communes en catastrophe naturelle est défini notamment sur la base des critères de Météo-France. Or il y a 3 900 points de collecte pour 36 000 communes. C'est insuffisant.» Les trois sénateurs évoquent aussi l'adaptation des règles d'urbanisme, en rendant par exemple plus contraignantes les normes de construction dans les zones à risque. Le maire de Terres-de-Haute-Charente dit son scepticisme. «Tout notre territoire serait en zone à risque compte tenu de l'argile. Ces normes augmenteraient le coût des constructions de 15 à 20 %, alors que nous ne sommes pas dans une région faste sur le plan économique.» Les sénateurs rendront leur rapport et leurs recommandations en



Trois sénateurs de la mission étaient en Charente hier. Majid Bouzitt

juin. Pas un rapport de plus promet Nicole Bonnefoy. «Nous allons mettre en place un débat en séance et une proposition de loi. Charge au gouvernement de la reprendre ou pas. Mais un rapport vit. Certaines dispositions pourront être reprises dans un futur projet de loi du gouvernement», dit-elle, convaincue que certaines propositions se retrouveront un jour en application, comme ce fut le cas du rapport sur les phytosanitaires en 2012 dont elle était aussi rapporteur.

Rail: la Région affiche ses ambitions pour les TER

La Région vient de signer une convention «ambitieuse» avec la SNCF pour les TER. Au prix d'une révolution chez l'opérateur.

Jean-François BARRE
jf.barre@charentelibre.fr

Deux milliards investis sur cinq ans par la Nouvelle-Aquitaine et une révolution interne pour la SNCF. La convention TER que la Région a signée vendredi matin avec la SNCF est «la plus ambitieuse en France». C'est Alain Rousset, le président de Nouvelle-Aquitaine, qui l'affirme, et Guillaume Pepy, le président de SNCF, ne l'a pas démenti. Il a même reconnu que la négociation avait été sportive, pied à pied.

La nouvelle philosophie, qui considèrera désormais aux relations entre les deux parties jusqu'en 2024, c'est «faire plus et mieux avec moins». Clairement, proposer aux usagers du TER de la région une meilleure qualité de service, une ponctualité accrue et davantage de circulations, alors que la Région a décidé de diminuer sa contribution de 10 % à la fin de la convention. Avec à la clé des pénalités revues à la hausse si SNCF ne tenait pas ses engagements. Et la menace de lui retirer le marché en cas de défaillance.

”

On avait beaucoup de contentieux, du mal à se parler. Il a fallu purger tout cela. Et engager une grosse révolution à la SNCF.

C'est la concurrence qui se profile sur le rail. L'ouverture était prévue pour 2019. Elle a été repoussée à 2022. Et les choses seront suivies de près. La grande région a été divisée en cinq lots, géographiques. Qui seront examinés,



La négociation a été âpre. La Région et la SNCF ont renoué des relations apaisées autour de la nouvelle convention qui les lie autour du TER.

Photo CL

testés, analysés tous les six mois. Sur les moins performants, le marché pourrait échapper à l'opérateur historique. Si la négociation a été âpre, SNCF a accepté les conditions. «On avait beaucoup de contentieux, du mal à se parler. Il a fallu purger tout cela. Et engager une grosse révolution à la SNCF», concède Guillaume Pepy.

«Un potentiel énorme» mais beaucoup à faire

Alain Rousset avait suggéré des pistes d'économies, de rationalisation, s'était ému de ce qu'un car de remplacement lui coûte plus cher qu'un TER... «On peut réduire les coûts et augmenter le nombre des trains, si on est plus polyvalents, si l'on modifie les organisations. Il y a certes des inquiétudes dans la maison, parce que des opérateurs parmi les 2 500 qui travaillent pour le TER en région vont devoir changer de métier, d'organisation, de pratique professionnelle, mais c'est perçu comme une chance», indique Guillaume Pepy. Parce que le constat qu'a fait la Région est finalement partagé.

60 000 voyageurs par jour dans les TER de Nouvelle-Aquitaine, c'est nettement perfectible. À condition, a martelé Alain Rousset, de sérieusement se préoccuper des retards, de les diviser par deux. La ponctualité moyenne des TER de la région, les premiers mois d'application de la convention, en place depuis le 31 janvier, semblent encourageants. «94 % de régularité aujourd'hui, c'est une progression jamais vue. On était à 86 il y a trois ans», a rappelé le patron de SNCF.

Pour autant, si Alain Rousset a rappelé qu'il y avait «un potentiel énorme» dans la région, à la hauteur aussi des enjeux environnementaux, il sait qu'il y a encore beaucoup à faire. Le constat est sans appel. Les infrastructures de la région ne sont pas en bon état, la ligne Angoulême-Limoges est fermée et sa réouverture risque de prendre du temps. «On a l'espoir de voir circuler des trains sur cette ligne, lâche Alain Rousset. L'option TER sur Angoulême est plus complexe», concède-t-il, avec la problématique TGV. Et les infrastructures de Poitou-Charentes sont aussi les plus dégradées.

- Comme pour le centre, Action cœur de ville lance un sondage sur le marché couvert
- En parallèle, une concertation débute mercredi en vue d'un diagnostic avant travaux.

Halles: c'est l'heure de poser les problèmes sur la table

Marc BALTZER
m.baltzer@charenteinfo.fr

La priorité des priorités. Voilà comment le réveil des halles de Cognac, dont l'assouplissement est devenu proverbial depuis une vingtaine d'années, est présenté par la Ville. Grâce aux millions annoncés par le programme d'État Action cœur de ville, la mairie et l'agglomération comptent lui rendre une beauté. Aussi bien exté-



Il n'y aura pas d'élu dans ces groupes.

rieure (renforcement d'un mur abîmé, changement de toiture, isolation) qu'intérieure (animations, horaires, restauration entre autres). Le chantier sera énorme et coûteux: d'anciennes estimations arrivaient à la somme de 5M€ pour une réhabilitation dernière cri. Rien que le nouveau toit, à changer quoi qu'il arrive à cause de la présence d'amiante (lire CL du 8 décembre 2017) devrait valoir 400 000 €. Comme annoncé,



Parmi les questions à trancher: faut-il ouvrir un restaurant à l'intérieur du marché? Comme celle d'une éventuelle foire à l'extérieur, elle a déjà été évoquée par la Ville gestionnaire du site sans provoquer l'adhésion des commerçants.

Archive CL

le grand public et les professionnels seront associés à ce projet dès son lancement, soit dès le diagnostic confié au cabinet d'études Hemis (pour 30 000 €, dont la moitié prise en charge par l'État). Cela commence mercredi avec

une première réunion de concertation à la maison de quartier du centre, place Jules-Ferry (1). «Cinq groupes de travail seront constitués», annonce le responsable d'Action Cœur de Ville, Frédéric Bardoux. Dont l'un sera ou-

vert aux usagers et aux riverains. Ce sera l'occasion de s'impliquer concrètement. Ceux qui ne pourraient y être devront contacter la Ville pour se joindre aux suivantes. «Il n'y aura pas d'élu dans ces groupes», précise le maire Michel Gourinchas, qui souhaite parvenir à un dossier neutre et utilisable par le conseil municipal issu des élections de 2020. Jeudi, une consultation plus large sera lancée sur le site Internet de la Ville (2). Comme celle consacrée au centre-ville (voir encadré), le questionnaire est ouvert à tous, Cognacais ou non, clients du marché ou pas. Cette fois, on ne trouvera de version papier, hormis dans les halles elles-mêmes, où sera installée une urne. Ouvert jusqu'au 21 juin, ce sondage livrera ses résultats dans la foulée, qui compléteront le diagnostic du cabinet Hemis. L'idée étant de le rendre public fin septembre.

(1) Ouverture des portes à 19h15, début à 19h30.
(2) www.ville-cognac.fr.

Le questionnaire du centre livre ses réponses

Le programme Action cœur de Ville a diffusé un premier questionnaire sur la perception du centre-ville entre le 15 avril et le 13 mai, sur internet et dans 12 lieux publics.

En un mois, 631 formulaires ont été remplis dont plus de 80 % en ligne. Par des Cognacais majoritairement (69 %), qui étaient invités à donner leur avis sur les forces et les faiblesses du quartier.

Parmi les atouts, le patrimoine et le fleuve se distinguent avec 25 % des citations. Suivent les espaces verts (16 %) et les animations culturelles

(11 %). Principales faiblesses: les commerces (30 %) et la circulation (20 %). À noter que le marché couvert est perçu comme une force par 9 % des participants... et comme un problème par 11 % d'entre eux. Le mode de déplacement «de demain» au centre devrait être la marche à pied (40 %), le vélo ou la trottinette (28 %), davantage que l'auto (14 %) ou les transports en commun (18 %). Pas étonnant, donc, que la quantité de pistes cyclables et de stationnements pour vélos soit jugée insuffisante à 88 % et 73 % respectivement. Alors

qu'à peine une personne sur deux réclame plus de places pour les voitures. Les nouveaux tarifs de parking, d'ailleurs, sont jugés adaptés par 79 % des personnes ayant répondu au questionnaire. Le pourcentage grimpe à 81 % en se limitant aux réponses cognacaises. Le classement des endroits attractifs est moins surprenant. En tête, la place François-1^{er}, suivie de la rue d'Angoulême, la place d'Armes, celle du Canton, l'avenue Victor-Hugo, la place du Solençon, la rue Aristide-Briand et l'avenue de Tassigny à Saint-Jacques.

Négoce Un nouveau cadre chez Hennessy



Baudoin de Chassey a été présenté cette semaine. Photo Majid Bouzid

Il vient d'être nommé responsable des relations viticoles chez Hennessy. Baudoin de Chassey a été officiellement présenté lors du Forum technique qui réunit toute la semaine, sur le site de La Bataille à Saint-Preuil, les viticulteurs partenaires de la maison de négoce (CL de mercredi). «Je suis issu du monde agricole. Je travaille dans le monde de la viticulture depuis plus de quinze ans. J'étais précédemment directeur de l'interprofession des vins du Jura depuis huit ans», explique Baudoin de Chassey, ingénieur agronome et oenologue, qui a également créé et dirigé Vinovitea (négoce, agence commerciale et événementielle) entre 2005 et 2011 après avoir été juriste à la Fédération viticole d'Anjou et Saumur. «Nous avons renforcé nos équipes techniques avec l'arrivée de plusieurs collaborateurs. Baudoin sera mon bras droit pour les relations viticoles», souligne Florent Morillon, directeur amont d'Hennessy.

■ CIRCULATION

Les rues à éviter à Cognac. Dans le cadre de travaux, des restrictions de circulation et de stationnement sont mises en place dans la rue Basse-Saint-Martin du 21 mai au 2 août et dans la rue de la Pyramide du 23 au 31 mai.

Aire d'accueil

La Mission évangélique se pose à Cognac



Les caravanes ont commencé à arriver dimanche soir.

Photo J. P.

Une petite cinquantaine de caravanes s'est installée à la Croix-Montamette de Cognac, dimanche soir. Avec l'autorisation du maire qui a décidé de leur laisser l'espace jusqu'à dimanche prochain. La Mission évangélique devrait ensuite prendre la route de Royan. «*Je les ai autorisés à s'installer, je le fais une fois par an*», observe Michel Gourinchas, qui précise que le site de la Croix-

Montamette avait été tondu pour accueillir le parking de la bourse du Rétromobile, les 11 et 12 mai. «*Si ça n'avait pas été fait, ils ne se seraient pas installés*», ajoute le maire. Rappelons que l'agglo de Grand Cognac ne possède toujours pas d'aire de grand passage, comme l'exige la loi. Mais le dossier avance. Jérôme Sourisseau, le président, devrait annoncer le terrain retenu lors du conseil du mois de juin.

Conférence sur les perturbateurs endocriniens demain. La MGEN Charente organise une conférence sur les perturbateurs endocriniens demain, mercredi 22 mai, à partir de 17h30 au lycée Jean-Monnet. Pascal Cataro, professeur à l'UFR de médecine et de pharmacie de l'Université de Poitiers répondra à trois questions: Où sont-ils présents? Quels sont leurs impacts? Quelles sont les solutions? Inscription sur SD016-contact@mgen.fr. Entrée Libre.

Le jardin était en fête à l'école Pablo-Picasso



Le maire et le président du département ont coupé le ruban. Photo CL

Grosse affluence dans la cour de l'école primaire Pablo-Picasso de Châteaubernard vendredi après-midi. C'était la fête du jardin, pour couronner une année de travail des enfants, y compris de l'école maternelle «Le petit prince», des équipes pédagogiques et des parents, autour de cet espace d'observation et de sensibilisation. Il a été créé avec l'expertise des Jardins respectueux. Au menu de la manifestation, les élèves avaient préparé une pièce de théâtre, des poèmes, des chansons, un stand de vente de plants de légumes et herbes aromatiques. Un cheminement poétique traversait le parc des Pierrières, où de petites constructions éphémères signalaient comme des cairns les étapes vers le jardin, chacune agrémentée d'une poésie, du «jardin de mon

voisin» au «jardin asiatique», ou bien dédiée au bourdon ou au scarabée.

Remerciant les collectivités pour leur soutien, Drac, Conseil départemental, ville de Châteaubernard, Christian Meunier, directeur, a souligné l'intérêt de ce «*lieu d'exception, lieu de vie à l'intérieur de l'école. L'outil est créé, à nous de le faire vivre.*» De son côté, Pierre-Yves Briand, maire, a insisté sur «*le sens de ce projet dans le développement durable, les enfants seront les éléments décideurs de demain, experts en comportement plus solidaire*», tandis que François Bonneau, président du Conseil départemental, a noté «*qu'avec ce jardin, ce sont les enfants qui pourront dire à leurs parents ce qu'il convient de faire*». Il ne restait plus qu'à couper le ruban.

La mutuelle agricole au chevet du recrutement dans la viticulture

Cette problématique majeure était à l'ordre du jour d'une réunion de la MSA, hier à Châteaubernard. Entretien avec son président.

Gilles BIOLLEY
g.biolley@charentelibre.fr

Comment répondre à la problématique du recrutement dans la viticulture? Le sujet, vaste, maintes fois rebattu et toujours au cœur de la démarche «Défi cognac» portée par Grand Cognac qui vise à développer des pistes d'action en la matière, était de nouveau à l'affiche hier, au Castel de Châteaubernard. À la barre, la mutualité sociale agricole (MSA) Charentes cette fois. Intégrée depuis 2017 dans «Défi cognac», elle a restitué aux professionnels du secteur les résultats d'une enquête de terrain menée auprès de viticulteurs parvenus à mettre en place des mesures pour pallier le phénomène. Sans surprise, les principales sont déjà connues: rendre les emplois viticoles plus attractifs, développer les formations, améliorer les conditions de travail... Reste que le problème demeure. Pour Patrick Couillaud, président de la MSA, la réponse est à chercher du côté des viticulteurs.

La problématique du recrutement est récurrente. Les solutions, à l'image de votre enquête, le sont aussi. N'avez-vous pas l'impression qu'on tourne en rond dans ce domaine?

Patrick Couillaud. C'est aussi pour



Patrick Couillaud, président de la MSA.

Photo archives CL

cela qu'on continue à se mobiliser. On se doit d'explorer toutes les pistes pour essayer d'avancer. C'est d'autant plus crucial que ce problème risque de s'amplifier avec le développement à venir du vignoble. On a la chance d'être dans un contexte différent des autres années, la viticulture va bien, raison supplémentaire pour avoir un regard encore plus bienveillant sur les salariés. Avoir un salarié, c'est d'abord avoir une approche humaine, pas de rentabilité, c'est l'accueillir, l'accompagner, améliorer ses conditions de travail, ça passe par là si on veut aller de l'avant.

Par mieux payer ce salarié

aussi au regard de la pénibilité des tâches, un volet rémunération qui n'a pas été évoqué dans votre restitution alors qu'il est au cœur de cette problématique de recrutement. Pourquoi?

La viticulture s'appuie sur des conventions collectives. Maintenant, il est vrai qu'elles ne doivent pas être un plafond mais un plancher. Quand un salarié voit le train de vie de son employeur, pour certains d'entre eux, il est en droit de se demander pourquoi il n'est pas mieux payé. Il faut lui apporter plus de considération, développer le dialogue, faire évoluer cette relation employeur-employé, que des efforts soient faits dans ce cadre de part et d'autre.

Autre point qui n'a pas été soulevé: le recours à la main-d'œuvre étrangère qui n'a pas pour effet premier de tirer les salaires vers le haut...

C'est peut-être la solution de facilité en effet pour certains viticulteurs d'aller chercher des salariés détachés qui n'ont pas de prétentions importantes. Il faut les inciter à recruter local, à s'investir dans la formation, ce qu'ils ne font pas suffisamment. On doit trouver aussi les moyens de valoriser cet emploi de proximité. À la sortie, ce sera plus de compétences, une fidélisation accrue.

La lutte contre le gaspillage, c'est du gâteau pour les enfants



Les enfants à la découverte de «Tadaam!» à la cuisine centrale.

Photo CL

Dans le cadre de ses activités, neuf grands de l'accueil de loisirs La P'tite Pomme (6-11 ans) avaient rendez-vous dernièrement à la cuisine centrale Sodexo avec plusieurs objectifs. Dans un premier temps, en revêtant les habits de rigueur avant de pénétrer dans les cuisines pour une visite des lieux afin de savoir où et comment étaient fabriqués les repas servis à la cantine depuis le mois de janvier dernier. Dans un deuxième temps, il s'agissait de participer à la création de pâtisseries avec une farine spéciale. Dans le cadre d'un partenariat, Sodexo soutient l'initiative de jeunes étudiants en agroalimentaire au sein d'Agrocampus Ouest à Rennes. Ces jeunes ont créé une start-up dénommée Kolectou qui

a pour mission de lutter contre le gaspillage alimentaire en valorisant le pain invendu.

Le pain est recyclé en farine de pain qui est utilisée à la fabrication de pâtisseries sucrées ou salées. Cette gamme de produits appelée «Tadaam!» permet de réaliser des muffins, des moelleux, des cakes et des cookies qui donnent une seconde vie au pain. Encadrés par du personnel de la Sodexo, les jeunes ont réalisé les cookies qu'ils ont dégustés sur place après cuisson.

Demain, le deuxième groupe d'enfants participera également à cette sensibilisation, cet engagement anti-gaspi qui est également une action en faveur du développement durable. Alors, n'en perdons pas une miette.

Les écoliers sensibilisés au cycle de l'eau



La filtration de l'eau froide, un moment qui a amusé les enfants.

Photo CL

Le thème retenu pour les animations scolaires de l'année est les couleurs et le mois de mai était réservé au bleu (ciel, eau...). Dans ce cadre et en relation avec le Service départemental de la lecture, la compagnie Compas Austral a présenté récemment «Les amis de la débrouille chez cousin Crad'eau» aux élèves des classes de grande section maternelle et élémentaires des écoles de Cherves-Richemont et Saint-Sulpice-de-Cognac. Une pièce de théâtre scientifique et pédagogique parsemée d'expériences interactives pour expliquer le cycle de l'eau. Une pièce qui sensibilise les élèves à une utilisation responsable de l'eau et à une réflexion sur les gestes du quotidien pour éviter le gaspillage.

Le professeur Arythm présente, avec son cousin Pantoufle, tou-

jours prêt à faire des bêtises, un stéthoscope géant qui analyse et constate que la terre malade transpire des pluies diluviennes, des cyclones et se réchauffe. Les enfants montent sur scène et participent aux expériences devenant acteurs. Ils font couler de l'eau du château d'eau à la baignoire, ils filtrent l'eau sale à travers coton, charbon, sable, gravier et filtre. Le matériel de récupération est utilisé pour les expériences qui, de fait, sont faciles à reproduire à l'école. Pièce humoristique qui, en plus d'amuser, a sensibilisé les élèves au respect de l'eau et de l'environnement.

Par ailleurs, les élèves des classes citées ont réalisé des tableaux pour une exposition intitulée «Quand les nuages rejoignent la mer» qui sera visible jusqu'au 25 mai à la médiathèque.

Redessiner le centre du bourg, nouvelle ambition municipale

Jean-Philippe Roy, le maire, et son équipe mettent tout en œuvre pour que Sigogne demeure un pôle de proximité. Cela va donc se concrétiser par le biais de travaux. «*Nous avons sur la commune quatre lotissements, celui des Borderies, Barbe Blanche et La Jarrie. Le dernier né, celui du Piruit, est situé route de Foussignac. Il est composé de treize lots d'une superficie allant de 700 à 1 200 m². Nous avons déjà six lots retenus*», explique l'édile qui poursuit: «*Nous avons moins de 5 % de logements vacants. Nous menons notre politique de réhabilitation et d'aménagement depuis longtemps même si c'est compliqué. Nous partons maintenant dans un projet ambitieux qui se fera sur plusieurs années. Il s'agit du réaménagement du centre du bourg*».

Ce projet concerne la place du monument aux morts et la rue Saint-Martin. L'objectif est de réhabiliter ce centre qui accueille l'ensemble des commerces. Avec trois enjeux forts: la création de parkings, l'accessibilité aux commerçants et la sécurité. «*Nous devons créer des espaces piétonniers tout en respectant l'usage de la circulation routière. Le centre du bourg va donc être redessiné et apporter des éléments nouveaux pour nos habitants. Nous souhaitons que la première phase débute en fin d'année ou début de l'année prochaine. Pour financer les travaux, la commune vend deux bâtiments, un professionnel et la maison d'habitation de mon-*



Le lotissement du Piruit sort de terre avec ses treize lots à vendre sous l'œil de Jean-Philippe Roy, le maire, et Jean-Pierre Meunier, adjoint.

Photo CL

”

Nous souhaitons que la première phase débute en fin d'année ou début de l'année prochaine.

sieur Clocher que nous avons remis en état. Nous avons bien entendu fait des demandes de subventions», explique le maire. Ces dossiers ont été présentés aux riverains qui les ont validés. Un cheminement piétonnier sera fait entre la rue des Écoles et la rue du Picergent.

Autre projet ambitieux, la réalisation d'une aire de lavage collective

destinée aux viticulteurs des communes de Sigogne, Les Métairies et Plaizac. «*La mairie devient maître d'ouvrage pour cette construction dans la zone artisanale, route de Rouillac. Cette aire de lavage de pulvérisateurs agricoles et de machines à vendanger permettrait de limiter les risques de pollution engendrés par l'activité agricole. Nous espérons que la plateforme sera opérationnelle en 2020.*» Le dernier point concerne l'offre médicale. «*Sigogne compte 998 habitants aujourd'hui. Nous possédons une pharmacie, un cabinet de kiné, un étio-pathe, un médecin. Un médecin a récemment pris sa retraite. Nous allons tout mettre en œuvre pour avoir un deuxième médecin dans le village. C'est une nécessité*», assure Jean-Philippe Roy.

Ghislaine NORMAND-THIMONIER

«On ne sera pas humilié»

Gérard Seguin défend le bilan de l'équipe en place qui pourrait passer la main.

Kévin CABIOCH
k.cabioch@charentelibre.fr

Alors que Cognac doit fêter samedi soir sa montée en N3 en recevant Feytiat lors de la dernière journée de R1, l'heure n'est pas aux réjouissances du côté de Claude-Boué. Le torchon brûle en coulisses entre l'équipe dirigeante actuelle et les frondeurs emmenés par Joël Cordeau et Patrick Piget (lire CL de samedi). Une réunion du conseil d'administration est prévue en fin de semaine. Le président Jean-Luc Bardan, touché par les incessantes critiques depuis un an, et qui vient de subir un deuil familial, pourrait annoncer sa démission.

Il ne fait plus guère de doute que Joël Cordeau, battu il y a un an mais qui peut compter sur le soutien d'une majorité du Comité directeur actuel, prendra le pouvoir lors de la prochaine assemblée générale, toujours prévue le 30 juin, mais qui pourrait être avancée. À condition de trouver une parade pour se mettre en conformité avec les statuts du club qui prévoient que seuls les licenciés - dont il ne fait pas partie - peuvent se présenter.

«Si on doit partir, ce sera la tête haute. On ne sera pas humilié comme l'a dit Joël Cordeau dans vos colonnes», confie Gérard Seguin, qui, comme Jean-Luc Bardan, ne souhaitait pas communiquer quand CL l'a contacté hier. Avant de vider son sac, à bout de

nerfs, pendant près d'une heure. Cible des critiques du staff et des joueurs, l'ancien président a tenu à défendre son bilan. «*Quand je suis arrivé au club, on était endetté, personne ne voulait de la présidence. On se serrait les coudes. Mais on a dû vendre la Belle Allée. On s'est retrouvé avec un trésor de guerre qui a fait tourner les têtes.*»

«Je suis désolé mais on n'a pas l'argent»

Gérard Seguin touche du doigt le problème de fond de l'UAC, victime d'une crise de croissance. Des réserves financières importantes (150.000€ à la fin de la saison), un complexe sportif exceptionnel, une belle équipe fanion... Vu de l'extérieur, tout roule. Sauf que le club manque cruellement de dirigeants investis, que les pouvoirs publics ne cessent de se désengager, que le potentiel de partenaires est plus limité que la marque «cognac» pourrait le faire croire.

Accusés par les dirigeants actuels de promettre monts et merveilles dans tout Cognac, Joël Cordeau et son équipe seront-ils capables de proposer un projet plus ambitieux? À CL, en tout cas, le probable futur président promet un budget de 450.000€ pour la saison prochaine... exactement le même que celui prévu par Jean-Luc Bardan. «*Soit ils veulent taper dans ce qui reste du trésor de guerre, soit ils veulent mettre moins d'argent sur la formation et plus sur les seniors.*



Gérard Seguin espère encore recoller les morceaux. Photo Christophe Barraud

«*À un moment, il faut être clair*», glisse Gérard Seguin, garant d'une ligne réaliste. «*Est-ce qu'on a les structures pour évoluer dans le haut de tableau de N3 tout en misant sur la formation? Je ne crois pas. On peut juste se battre avec nos armes pour le maintien.*»

En instaurant en décembre des coupes budgétaires pour éviter un nouveau déficit abyssal (85.000€ la saison dernière), le Comité directeur s'est mis à dos l'entraîneur et les joueurs, qui ont fini par céder aux sirènes de Joël Cordeau, qui prépare la revanche depuis un an. Ce qui a le don d'agacer Gérard Seguin qui dénonce «*le double discours*» de l'entraîneur Olivier Modeste. «*Il se présente comme un formateur mais demande 25 % d'augmentation pour ses joueurs et quatre tops players. Ce serait faire passer le budget des défraiements de 70.000 à 120.000€. Je suis désolé mais on n'a pas l'argent.*»

Plombée par l'absence de communication du taiseux Jean-Luc Bardan, l'équipe dirigeante se trouve désormais en minorité à moins que les parents des 250 jeunes s'en mêlent. Alors que le club n'a pas les moyens humains de se priver de forces vives, le divorce semble définitivement consommé même si Gérard Seguin espère encore recoller les morceaux. Un stade tout neuf et une montée en N3 peuvent se transformer en cadeaux empoisonnés.

■ Dans un long entretien à la presse régionale hier soir, Emmanuel Macron a lancé hier le sprint final d'une campagne qui se durcit ■ Objectif, mobiliser l'électorat en rappelant les apports de l'Europe pour les citoyens.

Macron monte au front



A quelques jours des élections européennes, Emmanuel Macron a donné un entretien à la presse régionale hier pour lancer le sprint final de la campagne pour les Européennes alors que le risque de voir le Rassemblement national arriver en tête est très important.

Pourquoi vous sentez-vous obligé de monter au créneau dans cette campagne? Il y a une alerte rouge? La faute à vos candidats?
Emmanuel Macron. Le projet de transformation profonde que je mène pour le pays ne va pas sans une nouvelle étape du projet européen. Les Français m'ont élu pour cela. Je ne peux donc pas être un spectateur, mais un acteur de cette élection européenne qui est la plus importante depuis 1979 parce que l'UE est face à un risque existentiel.

Il faut taxer en Europe les entreprises les plus polluantes et mettre une taxe carbone aux frontières.

Si, en tant que chef de l'État, je laisse se disloquer l'Europe qui a construit la paix, qui a apporté de la prospérité, j'aurai une responsabilité devant l'Histoire. Le Président français n'est pas un chef de parti mais il est normal qu'il s'implique dans des choix fondamentaux.

Ne craignez-vous pas que ce vote se transforme en référendum contre vous?

Je constate que toutes les autres listes en font un référendum contre le président de la République et le gouvernement. Il ne s'agirait pas que je sois le seul à ne pas pouvoir prendre la parole. Quand je regarde les choses, le chômage est au plus bas depuis dix ans, le pouvoir d'achat n'a jamais augmenté de cette manière depuis douze ans, l'investissement productif repart, les emplois industriels sont recréés... il n'y a pas à rougir de notre bilan, même s'il faut aller plus loin. La question de ces élections européennes est simple: voulons-nous la division face aux États-Unis et à la Chine ou préférons-nous l'unité pour bâtir notre avenir européen?

L'abstention pourrait battre des records dimanche. Si tel est le cas, est-ce que ce sera un échec personnel pour vous?

Quand il y a de l'abstention, c'est un échec pour la démocratie. Il y a un paradoxe: on a passé des mois à dire qu'il fallait redonner de la vigueur à notre démocratie et l'on considérerait qu'il n'est pas important d'aller voter? Décider de ne pas aller voter, c'est décider de donner sa voix à ceux qui ne veulent que détruire. C'est ce

qui s'est passé il y a trois ans avec les Britanniques pour le Brexit. Pour exprimer son choix quel qu'il soit, c'est le 26 mai ou jamais!

Si la liste Renaissance arrive derrière le RN quelles conséquences cela aura sur la politique française?

Je ne me pose pas dans un tel cas de figure. Nous nous sommes assoupiés, comme si l'on n'avait pas réalisé qu'il y a cinq ans le parti qui avait remporté les élections européennes, c'était le Front national. Est-ce qu'ils ont réussi au niveau européen? Ils ont voté contre tout ce qui est dans l'intérêt de la France. Leur projet affaiblit la France et divise l'Europe.

Quel doit être le premier chantier d'urgence auquel devra s'atteler le nouveau Parlement?

Je veux une Convention fondatrice européenne après les élections. Que les chefs d'États et de gouvernement, avec le nouvel exécutif et les responsables du Parlement, avec les citoyens prennent le temps de définir la stratégie de l'Europe pour les cinq années à venir, y compris les changements de traités sur lesquels ils veulent aboutir.

Vous êtes favorable à l'introduction de quotas pour l'immigration en France. L'êtes-vous à l'échelle européenne?

On parle d'immigration légale, économique ou étudiante. J'y suis favorable en France... En revanche, on ne peut pas en instaurer sur le droit d'asile. C'est pour cela que je veux refonder Schengen, y compris jusqu'au changement des traités si besoin. On ne protège pas suffisamment nos frontières communes. Il n'y a plus de solidarité et trop de différences entre nos droits d'asile. Je veux refonder complètement Schengen, avec un espace plus petit, une meilleure protection des frontières communes, une harmonisation des droits d'asile et un pilote par un conseil des ministres de l'Intérieur.

Les convergences sont difficiles sur le glyphosate, le carbone ou encore le charbon. Comment avancer sur les questions écologiques?

Notre jeunesse européenne a une

conscience aiguë de ces sujets. Elle a décidé de s'exprimer et bouscule ses gouvernements, et c'est une chance. J'ai moi-même beaucoup progressé sur ces sujets ces derniers mois en l'écoutant. L'Histoire nous jugera sur ce sujet. Je voudrais que l'on avance sur la taxation commune du kérosène en Europe et que l'on ait une vraie négociation internationale. Je veux aussi que l'on aille plus vite et plus fort notamment sur les financements européens d'où l'idée de la Banque européenne du climat. Enfin, il faut taxer en Europe les entreprises les plus polluantes et mettre une taxe carbone aux frontières.

Face à la réforme annoncée de la politique agricole commune, les agriculteurs ont-ils raison de s'inquiéter?

Nous avons besoin de la PAC qui assure aujourd'hui

Mais ces désaccords entre Français et Allemands ont rarement été aussi forts...

Vous avez oublié ce qu'étaient les grands temps du projet franco-allemand. De Gaulle-Adenauer, Mitterrand-Kohl, Schröder-Chirac: ces trois grands

Je vois pour la première fois une connivence entre les nationalistes et des intérêts étrangers, dont l'objectif est le démantèlement de l'Europe.

le revenu de nos agriculteurs. Je ne veux pas que le Brexit conduise à réduire les ambitions du modèle agricole européen. C'est un engagement que j'ai pris vis-à-vis de nos agriculteurs. Je veux une souveraineté alimentaire européenne. Nos agriculteurs ont raison de pas être d'accord avec le projet de réforme qui a été mis sur table, et auquel je suis fermement opposé.

Ils peuvent compter sur mon soutien, mais il ne faut pas se tromper: plus nous aurons des partis qui défendent un projet européen fort, plus nous aurons une politique commune ambitieuse.

Vous êtes en désaccord avec les Allemands sur de nombreux sujets... La mécanique est-elle grippée?

Je ne pense pas qu'elle soit grippée, je pense qu'elle s'est rééquilibrée. Nous faisons entendre notre voix. Avec le discours de la Sorbonne, nous avons eu de vrais résultats. Sur le budget de la zone euro, la défense, le droit d'auteur, la protection d'intérêts européens face aux grandes puissances, les travailleurs détachés... les Allemands ont accepté de vrais compromis. Nous devons bâtir l'acte II de ce projet. Et ce nouvel acte doit être marqué par l'ambition et la cohérence.

À ce titre, la position française rejetant de construire un nouvel accord commercial avec les États-Unis est essentielle. On ne peut pas imposer des règles plus dures à nos industriels tout en négociant un accord avec les États-Unis qui ont décidé de ne plus respecter l'accord de Paris. Ce serait faciliter l'importation de biens industriels produits dans des conditions ne respectant pas ce que nous imposons à nos entreprises. C'est déloyal.

Mais ces désaccords entre Français et Allemands ont rarement été aussi forts...

Vous avez oublié ce qu'étaient les grands temps du projet franco-allemand. De Gaulle-Adenauer, Mitterrand-Kohl, Schröder-Chirac: ces trois grands

tandems ont eu de vrais désaccords, qui ont permis de vraies avancées. Avec Angela Merkel, nous nous respectons et nous travaillons très bien ensemble, mais je ne crois pas à l'entente feinte et stérile, qu'il faille gommer les différences quand elles existent. Mais on ne peut pas faire progresser l'Europe sur un désaccord franco-allemand.

Mais avec qui allez-vous pouvoir faire alliance pour peser?

Je ne sais pas dire demain ce que sera l'état des forces politiques sur le plan européen. Il y aura sans doute des forces d'extrême droite qui se-

ront à un niveau non négligeable mais divisées. Mon ambition c'est que nous puissions être au cœur d'une nouvelle coalition de progrès et d'avenir. L'Europe peut s'offrir tous les luxes sauf celui de la paralysie. Soit, nous voulons nous diviser et nous devenons le théâtre de jeux d'influence extérieurs, chinois russes, américains, soit on décide de se ressaisir et d'être souverainement nous-mêmes. Il faut être unis car c'est l'union qui fait la force.

On a réduit la présence des services publics dans les territoires. C'était une erreur.

Qui est le plus grand ennemi de l'Europe? Trump, Poutine, ou les Européens eux-mêmes?

Est ennemi de l'Europe celui qui ne croit pas en son avenir. Les nationalistes qui veulent la diviser sont ses premiers ennemis. Je suis un patriote français donc européen. Et je vois pour la première fois une connivence entre les nationalistes et des intérêts étrangers, dont l'objectif est le démantèlement de l'Europe. Des lobbyistes comme M. Bannon, proches du pouvoir américain, le disent. Les Russes et quelques autres n'ont jamais été à ce point intrusifs pour financer, aider les partis extrêmes. On ne peut être que troublé. Il ne faut pas être naïf.

Mais je ne confonds pas les États et certains individus, même si les groupes d'influence américains ou les oligarques russes affichent des proximités avec les gouvernements.

Vu des territoires, l'Europe est parfois perçue comme une machine à exiger des réformes et des économies pour parvenir au fameux 3% de déficit.

Ce n'est pas vrai. L'Europe est le cache-sexe de la lacheté des dirigeants nationaux ou parfois locaux. La réforme de la SNCF n'est pas dictée par l'Union européenne, l'Europe n'exige aucune réduction de service public. L'Europe n'est pas l'ennemi des territoires, au contraire, elle fait partie de nos vies.

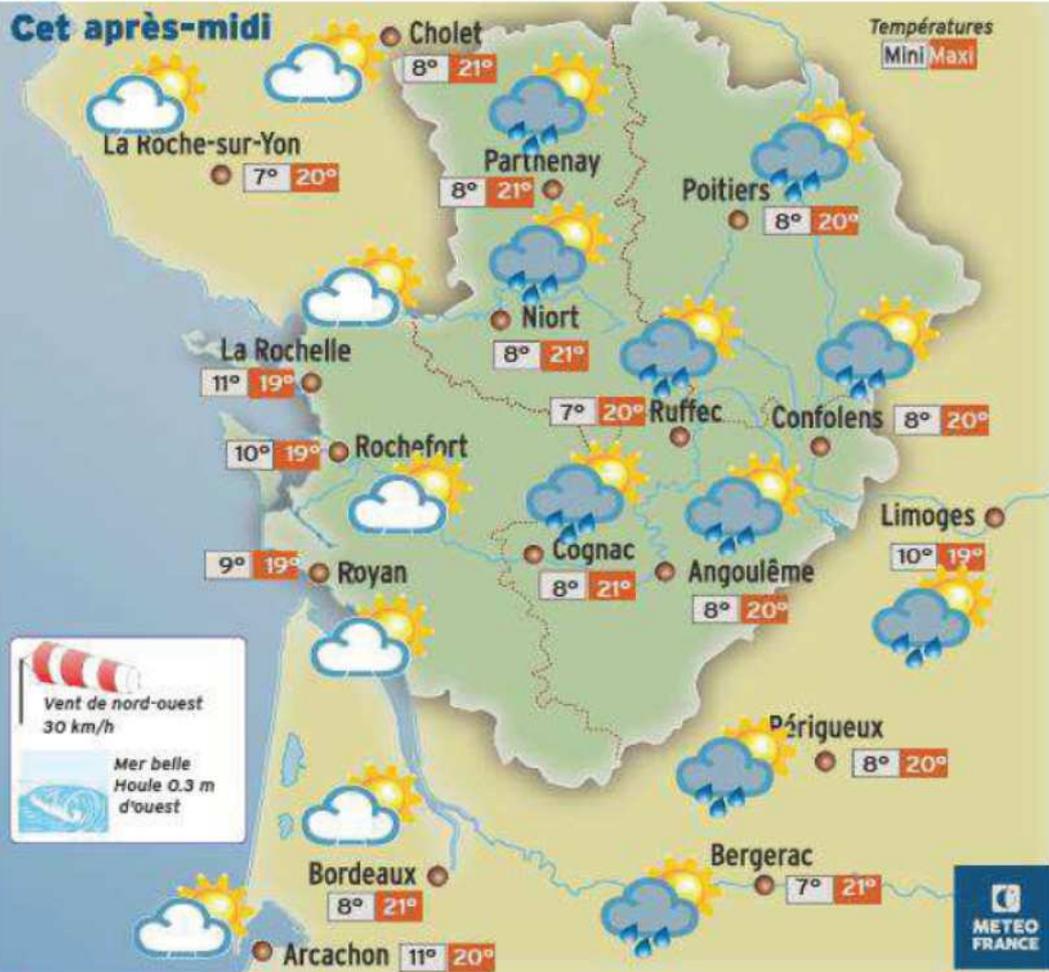
Vous confirmez l'abandon de la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires?

Je ne veux pas être l'otage d'objectifs comptables sur ce point. Ma priorité, c'est de faire des économies, de réduire la dépense publique et de baisser les impôts des Français. Il y aura des suppressions de postes. Mais ces dernières années, on a réduit la présence des services publics dans les territoires. C'était une erreur. On va remettre des fonctionnaires sur le terrain en réduisant leur nombre à Paris et dans certaines capitales régionales. Cette politique est compatible avec la règle des 3%.



Photo AFP

Cet après-midi



Temps un peu plus doux.

Les nuages sont encore bien menaçants, avec des averses par moments, et parfois de l'orage, plutôt en fin d'après-midi. Temps plus calme sur la côte, avec de belles éclaircies. Vent de Nord à Nord-Ouest, faible à modéré.

Mercredi



Jeudi



Vendredi



Samedi



Dimanche



Lundi



HIER

	Mini	16h
Angoulême	10°	17°
Cognac	10°	19°

EUROPÉENNES Dans la dernière ligne droite de la campagne, le chef de l'État prend la parole et monte en première ligne, dans un entretien à la presse régionale, dont « Sud Ouest »

« Sud Ouest » Pourquoi vous sentez-vous obligé de monter au créneau dans cette campagne ? Il y a l'alerte rouge ? La faute à vos candidats ?

Emmanuel Macron Le projet de transformation profonde que je mène pour le pays ne va pas sans une nouvelle étape du projet européen. Les Français m'ont élu pour cela. Je ne peux donc pas être un spectateur, mais un acteur de cette élection européenne, qui est la plus importante depuis 1979 parce que l'Union est face à un risque existentiel. Si, en tant que chef de l'État, je laisse se disloquer l'Europe qui a construit la paix, qui a apporté de la prospérité, j'aurai une responsabilité devant l'histoire. Le président français n'est pas un chef de parti, mais il est normal qu'il s'implique dans des choix fondamentaux.

« Décider de ne pas aller voter, c'est décider de donner sa voix à ceux qui ne veulent que détruire. »

Ne craignez-vous pas que ce vote se transforme en référendum contre vous ?

Je constate que toutes les autres listes en font un référendum contre le président de la République et le gouvernement. Il ne s'agirait pas que je sois le seul à ne pas pouvoir prendre la parole. Quand je regarde les choses, le chômage est au plus bas depuis dix ans, le pouvoir d'achat n'a jamais augmenté de cette manière depuis douze ans, l'investissement productif repart, les emplois industriels sont recréés... Il n'y a pas à rougir de notre bilan, même s'il faut aller plus loin. La question de ces élections européennes est simple : voulons-nous la division face aux États-Unis et à la Chine, ou préférons-nous l'unité pour bâtir notre avenir européen ?

L'abstention pourrait battre des records dimanche. Si tel est le cas, est-ce que ce sera un échec personnel pour vous ?

Quand il y a de l'abstention, c'est un échec pour la démocratie. Il y a un paradoxe : on a passé des mois à dire qu'il fallait redonner de la vigueur à notre démocratie et l'on considérerait qu'il n'est pas impor-

tant d'aller voter ? Décider de ne pas aller voter, c'est décider de donner sa voix à ceux qui ne veulent que détruire. C'est ce qui s'est passé il y a trois ans avec les Britanniques pour le Brexit. Pour exprimer son choix quel qu'il soit, c'est le 26 mai ou jamais !

Si la liste Renaissance arrive derrière le RN, quelles conséquences cela aura sur la politique française ?

Je ne me pose pas dans un tel cas de figure. Nous nous sommes assoupis, comme si l'on n'avait pas réalisé qu'il y a cinq ans le parti qui avait remporté les élections européennes, c'était le Front national. Est-ce qu'ils ont réussi au niveau européen ? Ils ont voté contre tout ce qui est dans l'intérêt de la France. Leur projet affaiblit la France et divise l'Europe.

Pourrez-vous être moteur, réformateur, si vous n'arrivez pas premier en France ?

Je n'ai pas l'esprit de défaite, j'ai l'esprit de conquête. La France sera d'autant plus forte que nous ferons un bon score.

Donc, vous ne nous direz pas si cela vous conduirait à changer de Premier ministre...

Absolument pas. Je n'ai jamais fait de politique-fiction, j'ai toute confiance en Édouard Philippe qui s'engage sans compter auprès des européens.

Quel doit être le premier chantier d'urgence auquel devra s'atteler le nouveau Parlement ?

Je veux une Convention fondatrice européenne après les élections. Que les chefs d'États et de gouvernement, avec le nouvel exécutif et les responsables du Parlement, avec les citoyens prennent le temps de définir la stratégie de l'Europe pour les cinq années à venir, y compris les changements de traités sur lesquels ils veulent aboutir.

Vous êtes favorable à l'introduction de quotas pour l'immigration en France. L'êtes-vous à l'échelle européenne ?

On parle d'immigration légale, économique ou étudiante. Je suis prêt à ouvrir ce débat comme je l'ai dit. En revanche, on ne peut pas en instaurer sur le droit d'asile. C'est pour cela que je veux refonder Schengen, y compris jusqu'au changement des traités si besoin. On ne protège pas suffisamment nos frontières communes. Il n'y a plus de solidarité et trop de différences



entre nos droits d'asile. Je veux refonder complètement Schengen, avec un espace plus petit si besoin, une meilleure protection des frontières communes, et une harmonisation des droits d'asile et un pilotage par un conseil des ministres de l'Intérieur.

Les convergences sont difficiles sur le glyphosate, le carbone ou encore le charbon. Comment avancer sur les questions écologiques ?

Notre jeunesse européenne a une conscience aigüe de ces sujets. Elle a décidé de s'exprimer et bouscule ses gouvernements, et c'est une chance. J'ai moi-même beaucoup progressé sur ces sujets ces derniers mois en l'écoutant. L'histoire nous jugera sur ce sujet. J'voudrais que l'on avance sur la taxation commune du kérosène en Europe et que l'on ait une vraie négociation internationale. Je veux aussi que l'on aille plus vite et plus fort notamment sur les financements européens d'où l'idée de la Banque européenne du climat. Enfin, il faut taxer en Europe les entreprises les plus polluantes et mettre une taxe carbone aux frontières.

Face à la réforme annoncée de la politique agricole commune, les agriculteurs ont-ils raison de s'inquiéter ? Nous avons besoin de la PAC qui assure aujourd'hui le revenu de nos

agriculteurs. Je ne veux pas que le Brexit conduise à réduire les ambitions du modèle agricole européen. C'est un engagement que j'ai pris vis-à-vis de nos agriculteurs. Je veux une souveraineté alimentaire européenne.

Nos agriculteurs ont raison de pas être d'accord avec le projet de réforme qui a été mis sur table, et auquel je suis fermement opposé. Ils peuvent compter sur mon sou-

« Est ennemi de l'Europe celui qui ne croit pas en son avenir. Les nationalistes qui veulent la diviser sont ses premiers ennemis. »

tien, mais il ne faut pas se tromper : plus nous aurons des partis qui défendent un projet européen fort, plus nous aurons une politique commune ambitieuse. Les nationalistes, qui défendent la renationalisation de l'agriculture, sont contre la PAC. Renationaliser notre politique agricole serait une erreur profonde pour nos agriculteurs.

Vous êtes en désaccord avec les Allemands sur de nombreux sujets... La mécanique est-elle grippée ?

Je ne pense pas qu'elle soit grippée, je pense qu'elle s'est rééquilibrée. Nous faisons entendre notre voix. Avec le discours de la Sorbonne, nous avons eu de vrais résultats. Sur le budget de la zone euro, la défense, le droit d'auteur, la protection d'intérêts européens face aux grandes puissances, les travailleurs détachés... Les Allemands ont accepté de vrais compromis. Nous devons bâtir l'acte II de ce projet. Et ce nouvel acte doit être marqué par l'ambition et la cohérence.

À ce titre, la position française rejetant de construire un nouvel accord commercial avec les États-Unis est essentielle. On ne peut pas imposer des règles plus dures à nos industriels tout en négociant un accord avec les États-Unis qui ont décidé de ne plus respecter l'accord de Paris. Ce serait faciliter l'importation de biens industriels produits dans des conditions ne respectant pas ce que nous imposons à nos entreprises. C'est déloyal.

Mais ces désaccords entre Français et Allemands ont rarement été aussi forts...

Vous avez oublié ce qu'étaient les grands temps du projet franco-allemand. De Gaulle-Adenauer, Mitterrand-Kohl, Schroeder-Chirac : ces trois grands tandems ont eu de vrais désaccords, qui ont permis de

vraies avancées. Avec Angela Merkel, nous nous respectons et nous travaillons très bien ensemble, mais je ne crois pas à l'entente feinte et stérile, qu'il faille gommer les différences quand elles existent. Si on ne dit pas les choses on ne peut pas progresser. Mais on ne peut pas faire progresser l'Europe sur un désaccord franco-allemand.

Qui est le plus grand ennemi de l'Europe ? Trump, Poutine, ou les Européens eux-mêmes ?

Est ennemi de l'Europe celui qui ne croit pas en son avenir. Les nationalistes qui veulent la diviser sont ses premiers ennemis. Je suis un patriote français donc européen. Et je vois pour la première fois une concivence entre les nationalistes et des intérêts étrangers, dont l'objectif est le démantèlement de l'Europe. Des lobbyistes comme M. Bannon, proches du pouvoir américain, le disent. Les Russes et quelques autres n'ont jamais été à ce point intrusifs pour financer, aider les partis extrêmes. On ne peut être que troublé. Il ne faut pas être naïf. Mais je ne confonds pas les États et certains individus, même si les groupes d'influence américains ou les oligarques russes affichent des proximités avec les gouvernements.

Vu des territoires, l'Europe est parfois perçue comme une machine à exiger des réformes et des économies pour parvenir au fameux 3 % de déficit

Ce n'est pas vrai. L'Europe est le cache-sexe de la lâcheté des dirigeants nationaux ou parfois locaux. La réforme de la SNCF n'est pas dictée par l'Union européenne, l'Europe n'exige aucune réduction de service public. L'Europe n'est pas l'ennemi des territoires, au contraire, elle fait partie de nos vies.

Vous confirmez l'abandon de la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires ?

Je ne veux pas être l'otage d'objectifs comptables sur ce point. Ma priorité, c'est de faire des économies, de réduire la dépense publique et de baisser les impôts des Français. Il y aura des suppressions de postes. Mais ces dernières années, on a réduit la présence des services publics dans les territoires. C'était une erreur. On va remettre des fonctionnaires sur le terrain en réduisant leur nombre à Paris et dans certaines capitales régionales. Cette politique est totalement compatible avec la règle des 3 %.

U
H
fi
o
o
o
t
e
fi
a
v
o
z

Histoire d'une entrevue

C'est juste à côté de la salle réservée au conseil des ministres, dans le salon lumineux des Aides de camp, fraîchement rénové et situé au rez-de-chaussée du Palais de l'Élysée, qu'Emmanuel Macron nous a reçus hier après-midi. Et non pas dans le bureau présidentiel situé au premier étage. Neuf journalistes de la presse quotidienne régionale, dont « Sud Ouest », étaient présents pour cette interview qui a débuté vers 16 h 30, avec une trentaine de minutes de retard sur l'horaire initial. Comme prévu, nous avons échangé pendant une heure et demie avec le chef de l'État. Principalement sur les enjeux de l'élection européenne, même si la discussion a dérivé sur les problématiques intérieures. Pour appuyer son propos, le chef de l'État tape régulièrement du poing sur la table et multiplie les gestes. Quelques fiches sont dispo-

sées devant lui. Contrairement au Grand Débat, il ne prend pas de notes. Les questions plus politiques sont les plus rapidement évacuées. Il veut d'abord parler « concret ». Et montrer que « L'Europe est dans nos vies ». Ce n'est qu'à l'évocation de Vincent Lambert, dont le processus d'arrêt des soins a été interrompu hier soir par une nouvelle décision de justice (lire par ailleurs), que le ton se fera plus grave. Plus solennel aussi : « De là où je suis, je n'ai pas à intervenir ; ce serait une faute d'en faire un sujet politique : c'est un sujet qui relève du colloque intime entre le patient, sa famille et le médecin... » C'était notre dernière question. À l'issue, cette interview a été rédigée collectivement par les neuf journalistes, puis relue par l'Élysée – sans correction sur le fond – en accord avec les neuf groupes de presse représentés.

Macron en chef de... file

ANALYSE Jamais mieux servi que par lui-même, le chef de l'État se refuse à n'être qu'un « spectateur » du scrutin. Pour éviter l'échec d'une seconde place



Jefferson Desport

jdesport@sudouest.fr

À cinq jours du scrutin, et alors que la liste Renaissance portée par Nathalie Loiseau est toujours au coude-à-coude avec le Rassemblement national, Emmanuel Macron l'assume pleinement : « Je ne peux pas être spectateur. » De là à en déduire que le gouvernement et les porteurs de la liste Renaissance sont à la peine et que l'urgence d'un décrochage menace, il n'y a qu'un pas. Et qu'importe s'il lui faut prendre le risque d'endosser le costume de chef de parti. Mais, comme il l'a expliqué hier pendant une heure et demie, il revendique sans détour d'avoir toute sa place dans ce moment. Si son investissement dans cette campagne a fait débat dans son entourage, il a tranché. Et tient à le faire savoir. Il est monté en première ligne pour le Grand Débat, il remonte au front pour les Européennes. C'est un fait : le soldat Macron aime le combat. À moins qu'il ne manque de troupes suffisamment aguerries...

Les enjeux sont nombreux

Bien sûr, il n'envisage pas le cas de figure d'une Nathalie Loiseau en deuxième position derrière Jordan Bardella, la tête de liste du RN. « Je ne fais pas de politique-fiction », élude-t-il. Mais son énergie et le ton employé hier ne souffrent aucun doute quant à son ambition réelle : le chef de l'État veut une victoire le 26 mai prochain. Là encore, il le dit : « C'est le 26 mai ou jamais ».



Hier, Emmanuel Macron n'a pas fait mystère de son investissement dans la campagne des élections européennes.

PHOTO OLIVIER CORSAN/PQR/« LE PARISIEN »

De fait, les enjeux sont nombreux pour Emmanuel Macron. Au plan intérieur, une victoire de LREM, surtout après la crise des gilets jaunes, serait une douche froide pour ses détracteurs : de Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon en passant par Laurent Wauquiez et les décombres du Parti socialiste. Gagner dimanche serait synonyme de nouveau départ pour le locataire de l'Élysée.

Mais au-delà, ce scénario lui permettrait surtout de prendre le leadership de la relance européenne ; son objectif. Car, c'est bien de Strasbourg que la suite du projet macroniste s'écrira. Sur l'environnement, sur l'agriculture, sur l'Europe de la Défense, sur l'immigration, sur le droit d'asile, sur le dumping social, sur l'intelli-

gence artificielle... C'est de Strasbourg que pourra donc s'amplifier et s'épanouir l'acte II de son quinquennat. Autre signe qui ne trompe pas : hier soir, Emmanuel Macron a reçu à l'Élysée Antonio Costa, le Premier ministre portugais, poids lourd de la gauche européenne, qui lui a clairement tendu la main pour rebâtir l'Europe. Tout comme Udo Bullmann, le président du groupe des sociaux-démocrates au Parlement européen.

Mais là encore pour réaliser cette grande coalition centrale qu'il appelle de ses vœux au Parlement européen, il lui faut d'abord s'imposer en France. Autrement dit être prophète en son pays. Et sur ce point, Emmanuel Macron n'est jamais mieux servi que par lui-même...

Jour J

Ce n'est pas parce que l'impôt sur le revenu est désormais prélevé à la source qu'il n'est plus nécessaire de remplir sa déclaration. Comme tous les

ans, l'administration fiscale a besoin de connaître précisément votre situation, notamment pour ajuster le montant de votre impôt en prenant en compte des revenus exceptionnels perçus en 2018 par exemple. Si vous n'avez pas encore pris le temps de vous pencher sur la question, il est plus que temps de vous activer : en Charente, la date limite, c'est ce mardi 21 mai à minuit !

Sécheresse : le SOS aux sénateurs

L'ISLE-D'ESPAGNAC La mission sénatoriale sur la gestion des risques climatiques a rencontré hier élus et sinistrés. Objectif, améliorer l'existant

Hélène Rietsch
h.rietsch@sudouest.fr

« La sécheresse, c'est comme un cancer, on ne peut pas l'évaluer par des dates précises, ça dure plusieurs années, c'est long et lancinant. » Bernard Burgaud, président de l'association des sinistrés de la sécheresse sur les propriétés bâties (ASSPB16), a répondu hier à l'invitation de la mission sénatoriale sur la gestion des risques climatiques (ci-contre), association prête à s'associer « si ce n'est pas de l'enfumage ».

Conscience du traumatisme
Après avoir fait le point avec les services de l'État à la préfecture, Nicole Bonnefoy, Michel Vaspart et Guillaume Gontard, sénateurs, ont rencontré, à la mairie de L'Isle-d'Espagnac, élus et représentants de l'ASSPB 16. Marie-Hélène Pierre, maire de L'Isle-d'Espagnac, a rap-



Nicole Bonnefoy, Michel Vaspart et Guillaume Gontard, sénateurs, hier en Charente « sur le terrain ». PHOTO AUGUSTE FOUQUAUD

pelé les sécheresses importantes enregistrées dans sa commune, 49 dossiers de sinistre en 2016, « non reconnus par l'État, contre 21 en 2017, reconnus ». « En 2016, après un délai d'attente d'un an, des dégâts importants dans les maisons fissurées, un recours gracieux auprès du ministère de l'Intérieur, une réponse négative, la commune a déposé un recours devant le tribunal administratif. Cela dépasse l'entendement de mettre

l'État devant le tribunal administratif pour défendre nos administrés », déplore la maire. Chose que des petites communes, comme Eymouthiers, n'ont même pas les moyens de faire, comme l'a rappelé son maire... « Nous avons pris conscience du traumatisme », a assuré Michel Vaspart. « On a compris la solitude du sinistré, de l'élu mais aussi des services de l'État qui transmettent les dossiers. Il ne s'agit pas de revoir le dispositif

français basé sur la solidarité, mais sa transparence et sa lisibilité », a abondé Nicole Bonnefoy. « Il nous manque un guide. Le sinistré de la sécheresse, contrairement aux autres catastrophes naturelles, doit se débrouiller seul et se retrouve complètement perdu, face à des sommes énormes en jeu », a souligné l'ASSPB16. Parmi les dysfonctionnements déjà pointés par la mission ou « améliorations » selon les précau-

ÉTAT DES LIEUX

LA MISSION D'INFORMATION SÉNATORIALE Ils sont venus en trio (Michel Vaspart, sénateur LR, président de la mission, Nicole Bonnefoy, sa rapporteure charentaise PS et Guillaume Gontard) présenter, hier, la mission sénatoriale sur la gestion des risques climatiques et l'évolution des régimes d'indemnisation et rencontrer élus et sinistrés. La mission, constituée en janvier de 27 parlementaires, doit rendre un rapport en juin, pour trouver des solutions aux dysfonctionnements actuels. Dans un contexte où les aléas climatiques sont de plus en plus prégnants. La Charente, avec l'Aude, fait partie des deux départements visités par la mission qui multiplie les auditions à Paris.

tions de langage, il y a l'insuffisance des points de collectes Météo France en France (3 900 pour 36 000 communes) qui « génère des inégalités de traitement et des frustrations ». Ou encore la composition des commissions interministérielles amendable. Objectif de la mission, que son rapport devienne une proposition de loi, ou en tout cas « serve de projet de loi, même sous forme d'article ». Mission très large, qui dépasse la sécheresse et englobe les indemnisations de catastrophes naturelles et les calamités agricoles.

SÉCURITÉ

Vélo : quels équipements obligatoires ?



Toute personne circulant à vélo doit avoir connaissance des consignes de sécurité à respecter. Avoir une sonnette en bon état et un éclairage fonctionnel est la base. Jusqu'à 12 ans, il est obligatoire de porter un casque et un gilet haute visibilité est imposé si les conditions météo l'exigent. En cas de manquement aux règles, les amendes vont de 33 à 375 euros. PHOTO ILLUSTRATION A.L.

Des exemples concrets pour fidéliser les salariés

VITICULTURE Face à la difficulté récurrente de recruter des salariés et à les conserver, une étude de la MSA donne des pistes aux employeurs pour améliorer leur management

Philippe Ménard
p.menard@sudouest.fr

Plutôt que pointer ce qui cloche, pourquoi ne pas mettre en avant ce qui fonctionne ? C'est le choix de la Mutualité sociale agricole (MSA) des Charentes. L'organisme s'est attaqué à un mal récurrent, la difficulté de la filière viticole à recruter et fidéliser des salariés. La réflexion, initiée en 2016, est venue naturellement se greffer sur le projet « Défi cognac » qui réunit toutes les instances possibles autour de cette problématique.

Une restitution avait lieu hier matin au Castel, à Châteaubernard. « On a mené des groupes de travail pendant un an avec Grand-Cognac, en réunissant des viticulteurs, des groupements d'employeurs, des structures de formation, pour voir comment ça se passe chez ceux qui ne rencontrent pas de difficulté majeure à trouver des salariés », décrit Pascale Aubert, animatrice du territoire à la MSA Ouest Charente et Haute-Saintonge.

Nourrir l'échange

Cette approche donne un document listant des réponses concrètes dans cinq thématiques. Le recrutement, d'abord. « On s'est rendu compte que ce qui marche le mieux, c'est le bouche-à-oreille. Il faut être dans les réseaux viticoles », note Pascale Aubert. Deuxième point, l'accueil. « Comment donner envie de rester ? C'est bien de préparer l'arrivée de la personne avec l'équipe, être là le jour J pour l'accueillir, prévoir des temps d'échange au cours de son contrat... »



Pascale Aubert et Bruno Farthouat, de la MSA, avec David Charron, qui a apporté son regard. PH. M.

Sur le troisième point, la fourniture des tenues de travail et équipements de protection, « les viticulteurs ne sont pas toujours au courant de ce qui est obligatoire. Il faut aussi veiller au bien-être au travail, avec des vêtements adaptés au climat par exemple. » Sur la question des rémunérations, l'étude égraine « un catalogue à la Prévert », remboursement des frais de repas, participation au forfait téléphonique, mise à disposition de jardins potagers, entre autres. « Il n'y a pas de recette unique. Ce qui marche le mieux passe par le dialogue, l'échange. »

Le cinquième point, l'amélioration des conditions de travail, mul-

tiplie aussi les pistes : local chauffé pour prendre les repas au chaud, adaptation aux conditions climatiques, bilan de fin de saison... Cela tient parfois du simple bon sens. Les viticulteurs le reconnaissent eux-mêmes : ils ont quelques carences en matière de management.

Investissement réciproque

Cogérant d'une exploitation à Verrières, David Charron apporte son expérience de salarié. Titulaire d'un BTS viti-oeno, il a été recruté par un viticulteur qui voulait passer la main sur la partie technique. « Au début, je n'avais pas les compétences. Je me suis formé, progressivement. C'est un investissement con-

joint, j'ai misé sur eux, et eux sur moi. Ma progression a toujours été associée à une rémunération supplémentaire. Il faut mettre du cœur à l'ouvrage, et faire ce qu'il faut pour apporter à l'entreprise. »

Désormais responsable, David Charron applique la même approche avec son équipe. Cela ne marche pas toujours, mais il mise sur la formation en interne, plutôt qu'un recours à des prestataires de services avec une main d'œuvre souvent étrangère. « On a une "patte" spécifique pour la tenue des vignes, on veut la préserver. Et si on réussit à faire travailler des gens localement, c'est une vraie satisfaction. »

Deux drones ont aidé à libérer les otages

ARMÉE Les Reaper pilotés par les militaires de la BA 709 ont participé à l'opération de libération des otages au Burkina Faso, voilà dix jours

Le 10 mai, on a appris que les deux Français pris en otage au Burkina Faso avaient été libérés par l'armée française. Durant cette opération, deux drones Reapers ont aidé à recueillir du renseignement.

L'information a été dévoilée par Philippe Chapleau, journaliste à « Ouest France ». Notre confrère s'est fait confirmer cette nouvelle lors d'un point presse à l'état-major des armées, jeudi dernier. Des militaires de la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard ont

donc contribué à ce sauvetage, depuis la base aérienne projetée de Niamey, au Niger.

L'armée a également donné des éléments d'actualité sur le Reaper. Tout d'abord, sur son armement, qui devrait intervenir d'ici la fin de l'année : il s'agira tout d'abord de bombes à guidage laser GBU-12. Les missiles Hellfire viendront dans un second temps.

Autre donnée : la France pourrait bien récupérer un nouveau drone. En effet, l'un des quatre exemplaires déployés à Niamey



Deux drones Reaper basés à Niamey, au Niger, ont apporté du renseignement pour aider le commando. ARCHIVES J.G.

s'était écrasé en novembre 2018 au retour d'une mission. Les États-Unis (qui fabriquent le modèle) ont donné leur accord pour louer un de leurs exemplaires à la

France. Certainement l'option la moins coûteuse, car le prix d'un drone neuf est estimé au minimum à 37 millions d'euros. **Jonathan Guérin**

Quelles halles, demain, en ville ?

URBANISME Le projet de réhabilitation du marché a un calendrier précis. Première réunion ce mercredi soir

La municipalité de Cognac a fait de la réhabilitation des halles un « dossier prioritaire » (lire notre édition du 24 avril). Elle a demandé aux architectes et aux urbanistes cabinet Hémis de l'aider. Ces derniers ont cinq petits mois pour imaginer le marché du XXI^e siècle et remettre leur copie.

Leur travail débute par une phase de consultation, selon un calendrier dont le détail a été dévoilé hier par Michel Gourinchas, le maire, et Frédéric Bardoux, le directeur du projet Cœur de ville.

Un questionnaire, des réunions

Le premier rendez-vous est fixé ce mercredi 22 mai, à 19 h 15, à la salle Jules-Ferry, où le cabinet Hémis expliquera sa mission. Lors de cette réunion publique, des groupes de travail ouverts aux commerçants, aux riverains et aux clients seront constitués. Précision importante : la municipalité a souhaité qu'aucun élu n'y participe, afin de faciliter « une parole libre ». « Il faut lais-



Le marché de Cognac. La précédente rénovation date de 2005. Elle avait coûté environ 800 000 euros. PHOTO OLIVIER SARAZIN

ser les gens s'exprimer. Je m'engage en revanche que tous les candidats aux élections soient destinataires des conclusions des travaux », dit le maire.

Puis, ce jeudi 23 mai, une consultation d'une vingtaine de questions sera ouverte sur le site de la Ville (des formulaires « papier » et une urne seront également installés dans le marché). Les Cognaçais auront un mois pour y participer.

Enfin, ces cinq prochaines semaines, Hémis va se rapprocher

de tous les usagers des halles (commerçants, clients ou non) et des marchés de plein air afin de recueillir leurs observations et leurs souhaits.

Derniers rendez-vous avant les grandes vacances : de nouvelles réunions des groupes de travail, où l'on épluchera notamment les résultats de la consultation en ligne. Puis viendra l'heure de la rédaction de « l'état des lieux, le détail des besoins et les hypothèses retenues ». **O. S.**

Les écoliers font leur cirque



Les écoliers proposeront un spectacle, samedi. PHOTO C.-C.G.

Implanté sur l'espace engazonné, près de la salle des fêtes, son chapiteau en toile de couleur ne passe pas inaperçu. Invitée et financée par l'APE et le Sivos des écoles d'Ars et Gimeux, l'association Planche de cirque de Soyaux accueille les scolaires pendant deux semaines pour les initier aux arts du cirque. Ainsi, à tour de rôle, pendant une heure et demi, les deux classes de Gimeux et les deux classes d'Ars rencontrent Jérémie, l'animateur de Planche de cirque. Il leur apprend trucs et astuces pour déambuler, en équilibre sur un fil ou sur un ballon, pour jongler avec plusieurs balles ou encore, pour les plus grands, s'exercer au trapèze ou aux rubans. Planche de cirque était déjà venu, il y a quatre ans. Aussi, les « petits » des écoles maternelles de l'époque attendaient avec impatience de pouvoir retrouver la piste afin d'avoir accès aux activités réservées aux « grands ». Parents et enseignants étaient également demandeurs pour faire vivre ou revivre à leurs enfants leur première expérience du cirque.

Jérémie, animateur de Planche de cirque, travaille à l'année sous chapiteau fixe à Soyaux avec les écoles mais aussi dans un secteur

à caractère social : handicap, IME, etc. Il se déplace, à la demande, en Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) pour des interventions sur la motricité ou encore pour des ateliers couleurs, loisirs etc., auxquels tout le monde peut participer.

Deux semaines d'effort

Olivier Berger, pour les TPS/PS/MS, et Nadège Gatti pour les GS/CP à Gimeux, Aurélie Seize pour les CE1/CE2 et Adeline Friconnet également directrice, pour les CM1/CM2 reconnaissent que cette activité n'est possible que grâce à l'APE et le Sivos mais aussi grâce à la participation des parents d'élèves qui viennent aider à l'installation du chapiteau et/ou encore à la surveillance des enfants lors des activités.

Après deux semaines d'entraînement, les enfants auront préparé un spectacle qu'ils offriront aux parents et familles, samedi, à 9 h 30. Si la météo permet de relever les toiles de côté, le spectacle des enfants, gratuit, pourra donc s'adresser à un public plus grand que celui des familles.

Colette-Christiane Guné

La guerre des écoles est déclarée

CHÂTEAUNEUF Le maire s'émeut que des élus de Saint-Simeux tentent de débaucher des enfants pour sauver l'école concurrente

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

Deux villages se disputent les faveurs de familles pour remplir leur école respective. Voilà une querelle de clochers bien insolite ! Hier matin, dans un message posté sur Facebook, le maire de Châteauneuf s'est ému de l'attitude de son homologue de Saint-Simeux : « J'ai appris qu'une adjointe à la mairie de Saint-Simeux distribuait dans certaines boîtes aux lettres de Châteauneuf et de Birac des tracts pour inciter les parents à inscrire leurs enfants aux écoles de Mosnac et Saint-Simeux », écrit Jean-Louis Levesque.

Contacté par « Sud Ouest », le premier édile ne cache pas un certain agacement : « C'est bien de vouloir sauver des écoles, mais ce n'est pas très élégant de procéder comme ça. C'est fort de café, tout de même. Je dirais même que c'est inadmissible de s'y prendre ainsi. On ne peut pas déshabiller Paul pour habiller Jacques. Nous aussi, comme les autres, on subit la baisse démographique, et nous perdrons une classe de primaire à la prochaine rentrée. »

Alors, comment se défend le maire de Saint-Simeux ? Hier,



L'école de Saint-Simeux, menacée, cherche à recruter au-delà des limites de la commune, ce qui passe mal. PHOTO ALAIN MICHAÏD

Pierre Berton n'était pas disponible pour répondre à nos questions mais nous a fait ce message par sms : « Défendre la ruralité, de nos jours, c'est un grand défi. L'inspecteur académique nous annonçait qu'au vu des projections démographiques, l'école de Mosnac, faisant partie de notre Sivos, se retrouverait à brève échéance dans une situation bien compliquée. Délégués des parents d'élèves, parents, habitants, élus se sont réunis pour travailler à pérenniser l'école. Ensemble, il a été choisi de créer un flyer de présentation et de le distribuer en

priorité dans les communes n'ayant pas d'école et/ou dans les hameaux à proximité de nos deux villages. Oui, quelques enfants pourraient sauver cette école. Rester les bras croisés est inimaginable. Alors oui, le dimanche on se mouille. Ces démarches n'ont évidemment pas vocation à nuire aux autres. »

Les plus observateurs remarqueront que Pierre Berton est candidat pour prendre la mairie de Châteauneuf. Voilà qui ne devrait pas vraiment le rendre populaire auprès des parents d'élève de la commune qu'il brigue...

Gazole en hausse, essence en baisse

CARBURANTS Les prix des carburants routiers ont évolué en ordre dispersé la semaine dernière

Le gazole, carburant le plus vendu avec près de 80 % des volumes, s'affichait à 1,4816 euro le litre en moyenne, en hausse de 0,07 centime, selon les données hebdomadaires publiées par le ministère de la Transition écologique et solidaire.

Il reste toutefois en-deçà de son plus haut niveau de l'an dernier, lorsqu'il avait atteint une moyenne hebdomadaire de 1,5331 euro le litre en octobre.

De son côté, le litre d'essence sans plomb 95 (SP95) a reculé de

0,15 centime à 1,5795 euro.

De même, celui du sans plomb 95 contenant jusqu'à 10 % d'éthanol (SP95-E10) a perdu 0,57 centime à 1,5513 euro.

Enfin, le sans-plomb 98 (SP98) a atteint 1,6408 euro le litre, baissant de 0,26 centime.

Les prix des carburants à la pompe varient en fonction de plusieurs paramètres comme le cours du baril de pétrole, le taux de change euro-dollar, le niveau des stocks de produits pétroliers et de la demande, ainsi que des taxes.